



HAL
open science

Documenter les quartiers populaires ?

Christiane Vollaire

► **To cite this version:**

Christiane Vollaire. Documenter les quartiers populaires ?. Créaphis. Un Quartier français, Créaphis, 2022, 9782354281793. hal-04054104

HAL Id: hal-04054104

<https://hal.science/hal-04054104>

Submitted on 31 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

DOCUMENTER LES QUARTIERS POPULAIRES ?

Christiane Vollaire

Quel parti prendre pour documenter ? Comment mettre à l'image ce qui ne semble pas avoir, extérieurement, de consistance spécifique ? Comment donner la parole à ceux qui n'ont pas été consultés ? Et pourquoi ? Qui parle dans la parole de ceux qu'on interroge ? À qui s'adresse-t-elle ? À qui iront les images ? Qui viendra les regarder ? Quel sens y a-t-il à donner ainsi à l'infra-ordinaire un statut littéraire ou esthétique ? Georges Perec, dans son livre posthume *L'Infra-ordinaire*, pose la question :

Ce qui se passe vraiment, ce que nous vivons, le reste, tout le reste, où est-il ? Ce qui se passe chaque jour et qui revient chaque jour, le banal, le quotidien, l'évident, le commun, l'ordinaire, l'infra-ordinaire, le bruit de fond, l'habituel, comment en rendre compte, comment l'interroger, comment le décrire ¹ ?

Quinze ans plus tôt, dans *Espèces d'espaces*, il orientait autrement la focale, sous le titre de son chapitre « L'Inhabitable » :

L'hostile, le gris, l'anonyme, le laid, les couloirs du métro, les bains douches, les hangars, les parkings, les centres de tri, les guichets, les chambres d'hôtel².

Mais c'est plutôt la première option, plus positive – celle de l'infra-ordinaire –, que Nanda Gonzague a choisie pour documenter le quartier Degroote, dans la commune de Tétéghem en périphérie de Dunkerque. Un Nord qui n'a rien de la rudesse distanciée du cinéma de Bruno Dumont, mais qui se laisse plutôt regarder avec une très simple volonté d'empathie. Un Nord dans lequel la pénétration de l'étranger se fond dans le quotidien des espaces partagés de la vie publique et de la vie privée.

Donner sens à l'infra-ordinaire : l'endotique contre l'exotique

Perec dénonçait les modalités journalistiques de négation du rapport au quotidien, dans la dimension attractive de l'extraordinaire, du fait divers et du scandale :

1. Georges Perec, édité par Éric Beaumatin, Marcel Bénabou et Maurice Olender, *L'Infra-ordinaire*, Seuil, coll. « Librairie du xx^e siècle », 1989, p. 11.
2. G. Perec, *Espèces d'espaces*, Galilée, 1974, p. 176.

Les trains ne se mettent à exister que lorsqu'ils déraillent, et plus il y a de voyageurs morts, plus les trains existent; les avions n'accèdent à l'existence que lorsqu'ils sont détournés; les voitures ont pour unique destin de percuter les platanes : cinquante-deux week-ends par an, cinquante-deux bilans : tant de morts et tant mieux pour l'information si les chiffres ne cessent d'augmenter! Il faut qu'il y ait derrière l'événement un scandale, une fissure, un danger, comme si la vie ne devait se révéler qu'à travers le spectaculaire³.

Et il en tirait la conséquence :

Les journaux parlent de tout, sauf du journalier. Les journaux m'ennuient, ils ne m'apprennent rien; ce qu'ils racontent ne me concerne pas, ne m'interroge pas et ne répond pas davantage aux questions que je pose ou que je voudrais poser⁴.

À partir de cette critique, il fixait son propre programme :

Comment parler de ces « choses communes », comment les traquer plutôt, comment les débusquer, les arracher à la gangue dans laquelle elles restent engluées, comment leur donner un sens, une langue : qu'elles parlent enfin de ce qui est, de ce que nous sommes. Peut-être s'agit-il de fonder enfin notre propre anthropologie : celle qui parlera de nous, qui ira chercher en nous ce que nous avons si longtemps pillé chez les autres. Non plus l'exotique, mais l'endotique⁵.

Ce programme oppose un *nous* de l'infra-ordinaire et de l'endotique à deux figures de l'extériorité qui se rejoignent : celle du journalisme de masse et celle de l'exotique. Et la formule anthropologique en est forte : « chercher en nous ce que nous avons si longtemps pillé chez les autres. » Entrer dans le quotidien, lui reconnaître sa force et sa dignité, c'est renoncer à l'attraction de l'exotique comme pillage. La formule ne peut s'entendre que comme un écho de la critique anticoloniale, dans le temps même où elle dénonce le sensationnalisme journalistique. On ne trouvera donc pas trace ici du pathos médiatique des quartiers populaires, de cette terrifiante appellation de « territoires perdus de la République », inventée dans l'année 2008 par des dirigeants politiques qui visaient à en exotiser les habitants pour mieux les discriminer et les livrer à la gestion policière. Le programme de Perec, vingt ans plus tôt, visait au contraire un *nous* qui faisait de chaque quartier une part de l'espace commun et un moment de l'histoire collective.

3 G. Perec, *L'Infra-ordinaire*, op. cit., p. 9.

4 *Ibid.*, p. 10.

5 *Ibid.*, p. 11-12.

C'est ce programme, avec son option anthropologique, que Nanda Gonzague semble vouloir réaliser ici, dans le regard qu'il porte sur les lieux et les gens. Le décor en est omniprésent : celui du quotidien d'un quartier de banlieue du nord de la France. Mais ce qui lui confère un statut particulier est précisément qu'il est promis à la démolition. L'imminence de sa disparition, tout à coup, lui donne une aura particulière, cette forme de coloration nostalgique que peut prendre une photo de famille, dans l'anticipation de la séparation des personnes et de leur disparition. Et c'est bel et bien dans ce cadre que la commande a été passée au photographe. Ici se combinent deux exigences antagonistes : celle de l'exploration en immersion frontale du quotidien, et celle de la rupture événementielle que constitue sa proche disparition.

Dans cet environnement immobilier banal d'un quartier populaire en contexte périurbain, un détail répété fait cependant saillance : celui de ces fenêtres hexagonales qui font sa spécificité visuelle au double sens du terme : le décor, vu de l'intérieur, est cadré par ces ouvertures, et de l'extérieur elles lui donnent l'allure d'une ruche, structurée par la multiplicité de ses alvéoles. Elles nous disent quelque chose de la volonté qui a présidé, dans les années 1970, à la construction de ce quartier : une intention qui visait à lui conférer une différence, à doter son ordinaire d'une recherche esthétique d'un autre ordre que la platitude des alignements de fenêtres en rectangles indifférenciés.

Faire vivre des espaces dévalués, revendiquer l'ambivalence

Cependant, une telle intention esthétique supposait la continuité d'un suivi, la nécessité de veiller plus étroitement à l'entretien des huisseries et des boiseries, une attention plus précise à la maintenance des locaux, aux détériorations que l'usage provoque nécessairement, et qui vont devenir plus complexes à gérer sur des formes atypiques et des agencements non standardisés. Or le non-suivi, les formes d'abandon de la part des bailleurs, vont au long des plus de quarante années qui se sont écoulées depuis, livrer cet ensemble d'immeubles à la dégradation du temps, aux infiltrations, à l'humidité. Et, de ce fait, aux pathologies – respiratoires en particulier – qui en sont la conséquence. Les habitants reviennent à plusieurs reprises, lors des entretiens avec le photographe, sur l'asthme et les bronchites dont leurs enfants et eux-mêmes souffrent du fait des défauts d'entretien, de la dégradation des matériaux ou de leur toxicité.

La photo d'un papier peint décollé nous met sous les yeux l'arrachement du décor : une image idyllique de sous-bois automnal, détachée

par lambeaux, laisse apparaître les fissures d'un mur lépreux et l'omniprésence des infiltrations.

Mais à cet infra-ordinaire – et en dépit de tout ce qui donne légitimement lieu à dénonciation – le photographe ne veut donner aucune connotation misérabiliste. Il vise plutôt, dans cet environnement urbain dont les ambitions initialement affichées n'ont jamais été réalisées (ou, à tout le moins, n'ont jamais pu se pérenniser), à faire vivre, dans la direction des regards, dans la position des personnes, dans les objets qu'ils ont choisis, la projection d'un ailleurs, la force d'un imaginaire. À l'homme debout derrière son palmier d'intérieur, devant ses cartons, la fenêtre donne un éclairage qui oriente l'allongement de ses yeux sur un mode étrangement visionnaire, et fait vibrer l'esquisse d'un sourire. Et, dehors, une fillette filiforme aux couleurs vives, tenant son chat encagé, émerge comme un elfe d'un amas dont le premier abord ne nous dit pas s'il est constitué de bagages à emporter ou de hardes abandonnées.

La ligne est ténue, qui met en évidence les signes d'abandon, d'usure, de vacuité et d'effritement, en les faisant coexister avec les signes de vitalité et de convivialité. Les tandems de jeunes gens, les rencontres d'adolescentes, les couples, les familles, disent quelque chose d'un « en commun » dont les entretiens sont nourris. Car tous ont en effet en commun d'aimer ce quartier qu'on les contraint de quitter, d'y avoir fait leur place et souvent leur vie. Tous sont émotionnellement ou même viscéralement, par le souvenir des affections et des moments partagés, attachés à ces lieux dont ils critiquent pourtant la déréliction. Et cette ambivalence est au cœur de ce qui fait, précisément, quartier :

Il faut dire que depuis quarante-deux ans qu'on est ici, notre appartement, même s'il y a eu beaucoup de problèmes, on l'a entretenu, on l'a aménagé et ça fait quand même mal au cœur de partir...

Je suis arrivée il y a quarante et un ans, en 1978, le quartier venait de sortir de terre. Aujourd'hui c'est devenu mes racines, le lieu où j'ai le plus vécu. J'ai essayé de m'enraciner, de m'installer, me sentir chez moi. C'est pour cela que je cultive mon jardin. Degroote est un quartier où on vit bien, malgré les problèmes liés au bâti, aux infiltrations, les gens se sentent bien ici.

Nous avons appris à partager, à nous soutenir, à vivre ensemble. C'est bien pour cela qu'il y a eu beaucoup d'événements, de kermesses, de barbecues, on avait besoin de ça pour faire ensemble, pour être ensemble.

Au Blanc-Mesnil dans la Seine-Saint-Denis, sur ce même mode en tension, une habitante me dira le choc qu'a représenté l'intrusion de la police municipale, sur ordre du maire, dans une fête collective :

On n'a plus de fêtes de régie de quartier. On faisait des barbecues pour se connaître entre voisins, c'est interdit maintenant, sinon, on nous envoie les flics. Ils sont venus nous tirer dessus, la police municipale et la BAC, le jour de la brocante, il y a trois ans. Il n'y a plus de brocante depuis. Ils ont tiré sur des enfants avec des grenades lacrymogènes. Ils nous cassent nos trucs.

Dans le livre *L'Épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, les auteurs insistent sur cet attachement au quartier, qui fait refuge pour ceux que leur statut social ou le stigmate de leurs origines éloigne d'une supposée norme sociale ou des standards de la bourgeoisie moyenne. Et ils disent de quelle façon ce désir naturel de convivialité est source de stigmatisations et de polémiques et se constitue lui-même en réaction à une hostilité :

Le quartier constitue un élément important d'identification en propre. Celle-ci est liée d'une part à un attachement affectif à des espaces où les individus ont grandi et développé des liens de sociabilité⁶.

La construction du quartier comme zone à risque, et l'assignation de ses habitants à cette catégorie, fait ici émerger un *nous*. La stigmatisation des quartiers par les médias crée des identifications réactives⁷.

Ces identifications sont souvent exprimées de façon réactive, en rapport avec l'appartenance nationale, comme l'exprime Amine, lycéen de Vaulx-en-Velin, engagé dans la vie politique et associative locale : « En gros, dans ma tête, c'est *laissez-moi tranquille, je me sens vaudais*. Je ne suis pas français parce qu'on n'a pas envie que je sois français, tout simplement.⁸ »

Au cœur de cette ambivalence, le pivot se fait aussi par les luttes autour de la question du logement. Et l'insalubrité, dans sa dimension inacceptable, en est un moteur. Les entretiens menés par Nanda Gonzague à Degroote en attestent :

Mon appartement était saturé d'humidité, jusqu'à 75%. C'était invivable, j'ai intenté une action en justice contre le bailleur pour avoir un logement digne, qui correspondait au loyer que je payais tous les mois. J'ai eu gain de cause, on m'a accordé des dommages et intérêts...

De mon côté il n'y avait pas de colère, plutôt du désarroi. Mais je ne supporte pas l'injustice, ça me met hors de moi. C'est ce qui me motive, ce qui me permet de me battre pour mes droits.

6. Julien Talpin, Hélène Balazard, Marion Carrel, Samir Hadj Belgacem, Sümül Kaya, Anaïk Purenne, Guillaume Roux (dir.), *L'Épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, PUF, 2021, p.105.

7. *Ibid.*, p. 110.

8. *Ibid.*, p. 108.

Nous en avons eu des choses à régler. Les logements étaient tellement insalubres, nos enfants sont devenus asthmatiques, ils avaient des bronchites à répétition comme d'autres familles dans le quartier. Avec des habitants nous avons monté une association de défense des locataires en 2001. Ça a été long mais nous avons gagné en appel et nous avons eu une compensation, mais surtout le soutien et le respect des habitants.

Le Conseil citoyen du quartier est au cœur de cette vie collective. Les habitants en animent et en fédèrent les volontés de reconnaissance, les revendications communes et les désirs de convivialité. On retrouve dans le Nord ce dont je suis actuellement témoin sur le terrain du 93 : la double conscience d'un tort à réparer et d'un commun à faire vivre.

« Mixité sociale » et « rénovation urbaine », les éléments d'un double langage

La question du logement est ici centrale, parce qu'elle désigne très précisément ce tort, et met en évidence le double langage des politiques publiques à l'égard des populations réputées « subalternes » et, pour cette raison même, dépouillées de ce statut social que donnent conjointement la reconnaissance et la représentation. Qu'est-ce donc qu'un quartier populaire, sinon un espace originellement conçu pour loger ceux que les besoins productifs liés à la vie économique ont amenés dans une certaine région pour s'y inscrire dans ce que la tradition libérale nomme « le marché du travail »? « Marché » par définition fluctuant, livré aux aléas des mutations industrielles et de la spéculation.

Pour Degroote, c'est le déclin de la sidérurgie dans les bassins miniers du Nord qui a poussé, dans les années 1970, les travailleurs de la mine vers l'industrie portuaire de la région dunkerquoise. On peut le décrire en termes de « flux », générant des mouvements de populations venues de l'Europe de l'Est et du Maghreb, ou des *boat people* vietnamiens qui, dans ces années-là, ont fait la une de la presse humanitaire.

Nous, on est venus ici en 1978, pour le travail. Au départ je vous prie de croire que c'était pas rigolo... J'étais à Usinor Denin puis on m'a proposé une mutation à Usinor Dunkerque. C'est Usinor qui nous a trouvé l'appartement. C'est un appartement ici qui a eu un seul locataire, nous! Quarante-deux ans, on est les premiers et les derniers.

Tous ces « immigrés », de l'intérieur ou de l'extérieur, sont bien les acteurs de cette période économique qu'on a valorisée sous l'appellation tonitruante de « Trente Glorieuses ». Ils sont, pour cette raison même aussi, les victimes de ce que l'autodestruction néolibérale appelle « crise », et dont Marx disait déjà que c'est le mode d'existence normal du

capitalisme. En 1943, en exil à Londres, la philosophe Simone Weil écrivait déjà, étendant la problématique du déracinement de classe des immigrés aux sédentaires :

Bernanos a écrit que nos ouvriers ne sont quand même pas des immigrés comme ceux de M. Ford. La principale difficulté sociale de notre époque vient du fait qu'en un sens ils le sont. Quoique demeurés sur place géographiquement, ils ont été moralement déracinés, exilés, et admis de nouveau, comme par tolérance, à titre de chair à travail. Le chômage est, bien entendu, un déracinement à la deuxième puissance. Ils ne sont chez eux ni dans les usines, ni dans leurs logements, ni dans les partis et syndicats soi-disant faits pour eux, ni dans les lieux de plaisir, ni dans la culture intellectuelle s'ils essayent de l'assimiler⁹.

Acteurs réels du travail (dont ce qu'on appelle « chômage » n'est qu'une part prédictible), de la vie sociale et d'une histoire collective, ils ne le sont pas pour autant de la décision politique. Sujets de la sociabilité, ils deviennent des objets de la volonté technocratique telle qu'elle se manifeste au sein des directions. Et dans les politiques de la ville vont s'exprimer les aléas de cette volonté, elle-même marquée d'une double tension : celle de l'affichage égalitariste nécessaire à la légitimation républicaine, et celle de l'inféodation aux pouvoirs économiques et aux formes diverses de la spéculation. Sous ce *double bind* va se construire un double langage. Et au cœur de ce double langage est l'appel à la « mixité sociale », devenue prétexte à son contraire : la gentrification, chassant les habitants de leur quartier.

Clairement, la construction des quartiers populaires s'est faite, comme leur nom l'indique, sous les auspices, non de la mixité, mais de la relégation sociale, devenue à bien des égards une forme de ghettoïsation. Et les décisions qui ont présidé à leur peuplement ultérieur vont dans ce sens : tous les sociologues travaillant sur les discriminations mettent en évidence, en particulier, un facteur « ethnique » dans l'attribution des logements sur tel ou tel quartier, tout comme dans l'attribution d'un emploi.

Travaillant avec la communauté comorienne de Dunkerque en 2003 pour l'œuvre *Noir Silence*, le photographe Philippe Bazin avait interrogé plusieurs Comoriens à qui avait été refusé un logement dans le centre-ville et qui avaient, en raison de leurs origines, été envoyés par les employés de l'office HLM dans les quartiers périphériques de Grande-Synthe et Saint-Pol-sur-Mer.

9 Simone Weil, *L'Enracinement in Œuvres*, Quarto Gallimard, 1999, p. 1053.

Pourtant les politiques de la ville affichent, au tournant des années 1990, une intention contraire. Le sociologue Mathieu Rigouste le montre :

L'année 1991 constitue une date de rupture. Une loi d'orientation pour la ville, dite « loi anti-ghettos », permet de lancer un vaste programme de rénovation et de destruction de cités en banlieue parisienne, à Vénissieux, Marseille, Roubaix et Tourcoing¹⁰.

Or, de fait, douze ans plus tard, les dotations financières vont aboutir à mettre en œuvre, sous le titre de « rénovation urbaine », un programme inverse :

La politique de la ville connaît un tournant majeur et change d'échelle avec la loi Borloo du 1^{er} août 2003. Présenté comme « le plus grand chantier du siècle », ce Programme national de rénovation urbaine (PNRU) engage l'investissement de 40 milliards d'euros pour réaménager plus de 500 quartiers classés en zone urbaine sensible (ZUS). [...] Créée en 2004, l'Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru) est chargée de programmer l'ouverture de ces marchés en finançant une partie des chantiers avec l'argent public. [...] Malgré les prétentions affichées, la rénovation urbaine repousse et disperse au loin les plus pauvres¹¹.

Avec la création de l'Anru, le concept de « rénovation » devient un élément de double langage : il est un synonyme euphémisé de la destruction, réelle et métaphorique.

Le projet politique d'une part des sans-part

Ce que vivent actuellement les habitants du Blanc-Mesnil par exemple, c'est un plan sans concertation, élaboré par une municipalité proche de l'extrême-droite en vue, au sens propre, de noyer le quartier populaire des Tilleuls pour en faire un lac artificiel. Et c'est ce que la mairie présente à l'Anru comme projet de « rénovation ». Si, dans le langage ordinaire, rénover signifie remettre à neuf ou réhabiliter, il est clair qu'une telle intention aurait dû présider aux conventions passées entre l'État, la Ville et les bailleurs depuis des dizaines d'années, afin que des espaces originellement destinés à la convivialité et à la coexistence puissent, sur le long terme, être entretenus et pérennisés conformément aux exigences de salubrité. Mais il s'est passé le phénomène exactement inverse : une absence d'entretien et une dégradation du bâti qui ne pouvaient que conduire à de graves problématiques de risque et d'insalubrité, dont les habitants du quartier des Tilleuls attestent comme ceux du quartier Degroote. Et c'est

10. Mathieu Rigouste, *La Domination policière, une violence industrielle*, La Fabrique, 2012, p. 45.

11. *Ibid.*, p. 174.

le prétexte de cette insalubrité entretenue qui conduit à faire de la « rénovation » une politique systématique de démolition.

Au Blanc-Mesnil, une équipe de jeunes architectes a le courage et la détermination de s'enquérir des projets que la municipalité refuse de transmettre aux habitants, pour les décrypter, les leur soumettre, leur permettre d'en détecter les pièges et de les dénoncer ainsi devant l'Anru en tentant des propositions alternatives. Mais ce travail de long terme suppose une forme d'éducation populaire sur des sujets pour lesquels la population n'est ni préparée, ni formée, ni informée, en un temps où la précipitation est de mise dans le contexte du lancement à marche forcée du « Grand Paris ».

Opposer une mémoire des lieux au projet unilatéral de leur éradication, c'est précisément faire reconnaître cette « part des sans-part » dont le philosophe Jacques Rancière fait la signification la plus profonde du mot « politique » :

La politique existe lorsque l'ordre naturel de la domination est interrompu par l'institution d'une part des sans-part. Cette institution est le tout de la politique comme forme spécifique de lien. Elle définit le commun de la communauté comme communauté politique, c'est-à-dire divisée, fondée sur un tort échappant à l'arithmétique des échanges et des réparations. En dehors de cette institution, il n'y a pas de politique. Il n'y a que l'ordre de la domination ou le désordre de la révolte¹².

C'est justement pour ne pas en venir à ce « désordre de la révolte » que les habitants du quartier des Tilleuls revendiquent leur part. C'est-à-dire, de fait, une double part physique et symbolique : part dans l'espace public de la géographie urbaine et part à la décision collective du projet, soit, tout simplement, à la parole. Ces deux parts sont indissociables, puisque sans elles, il ne peut pas y avoir partage, mais seulement partition. Ce qui tend à être l'effet réel des politiques de la ville, à l'encontre de leurs intentions affichées.

Dans le quartier Degroote, on voit bien, à la lecture des entretiens, comment cette partition, qui mène à l'abandon du côté du logement et aux représentations stigmatisantes du côté médiatique, est vécue de façon humiliante :

Ah ben écoutez, on dit Degroote, on dit Chicago... Si vous dites que vous habitez à Degroote, vous êtes un *cassos*... Moi je ne disais pas que j'habite au quartier Degroote, je disais que j'habite à Chapeau Rouge, les maisons à côté...

12. Jacques Rancière, *La Mésentente*, Galilée, 1995, p. 31.

Ce regard dégradant, porté par les médias de pouvoir et véhiculé dans l'imaginaire national, était aussi dénoncé en 2013, dans un ouvrage collectif des femmes du Blanc-Mesnil :

C'est comme si nous étions hors des frontières de la République. On ne se souvient de nous que pour des émissions télévisées qui salissent encore plus nos quartiers. Ici, on ne voit plus de policiers, on choisit où on les met. Les seuls moments où on les croise, c'est pour des descentes. Nous, on a besoin d'être protégées dans la quotidienneté. Les opérations coup de poing ne nous apportent rien en termes de sécurité¹³.

L'assignation des quartiers populaires au non-droit est ainsi identifiée non pas à leur supposée violence intrinsèque, mais à la façon dont celle-ci est entretenue par une gestion policière produisant l'insécurité réelle pour des motifs « sécuritaires ». La conviction de n'être pas protégés, mais seulement en permanence soupçonnés, soumis au délit de faciès et réprimés, réitère au quotidien des politiques de non-reconnaissance sociale. Et dans cette non-reconnaissance s'inscrit, avec une acuité particulière actuellement relayée au niveau législatif, le standard pervers du « danger du communautarisme ». Le sociologue Saïd Bouamama, en 2010, en avait déjà retourné le stigmat :

Faut-il rappeler le « communautarisme », c'est-à-dire le choix d'une vie dans « l'entre-soi » des membres de la classe dominante? Faut-il également rappeler les stratégies scolaires des membres de couches moyennes consistant à fuir certains espaces scolaires? Faut-il enfin encore souligner le processus de fuite des quartiers populaires par tous ceux qui en avaient encore les moyens au cours des décennies 1970 et 1980¹⁴?

En énonçant ces évidences, la sociologie contemporaine donne un sens spécifique à ce que Rancière nomme « le partage du sensible ». En 2019, à Stains en Seine-Saint-Denis, participant aux États généraux de l'éducation en quartiers populaires, j'ai vu des groupes de femmes prendre à bras-le-corps cette question, révoltées par les inégalités scolaires massives que le système éducatif véhiculait au nom de l'« égalité des chances ». À partir d'une page du sociologue Abdelmalek Sayad analysant le « procès silencieux¹⁵ » intenté par les immigrés au système français, elles ont élaboré une représentation théâtrale pour mettre en scène ce procès et analyser ainsi les éléments de double langage qui sous-tendent la constitution de

13. Saïd Bouamama et des Femmes du Blanc-Mesnil, *Femmes des quartiers populaires en résistance contre les discriminations*, Le Temps des cerises, 2013, p. 70.

14. S. Bouamama, *Les discriminations racistes : une arme de division massive*, L'Harmattan, 2010, p. 85.

15. Abdelmalek Sayad, *L'École et les enfants de l'immigration*, Seuil, 2014, p. 153-158.

l'institution scolaire¹⁶. Sayad montrait la dimension déceptive à l'origine d'un tel procès : les attentes véhiculées par la rhétorique de l'égalité républicaine s'y affrontaient à un déni de réalité.

C'est de ce même déni que semble relever une large part des politiques du logement. Et c'est à ce déni que s'opposent les collectifs citoyens comme les groupes de femmes « issues de l'immigration ». S'y affrontent aussi les acteurs sociaux conscients de la nécessité de contre-pouvoirs communs, face à l'étendue de logiques de séparation que les pouvoirs actuels, dans leur participation aux gouvernamentalités globales, tendent à ériger en logiques de guerre civile¹⁷.

Habiter, revendiquer une histoire commune sur les lieux de vie du quartier, devient alors l'un des moyens les plus légitimes d'affirmer, à l'encontre de toutes les imputations de « séparatisme », un désir de paix. C'est de ces enjeux que relève aussi, à Degroote et dans bien d'autres quartiers populaires, à travers leurs différences mêmes, la nécessité d'une attention commune à l'« infra-ordinaire ».

16. Voir Zouina Meddour, Marina Da Silva et Christiane Vollaie, « À Stains, philo, écriture, théâtre et photo au service de la parole des femmes » in Choukri Ben Ayed et Philippe Joutard (dir.), *Grande pauvreté, inégalités sociales et école*, Berger-Levrault, 2021, p. 189-199.

17. Voir Pierre Dardot, Christian Laval, Haud Gueguen et Pierre Sauvêtre, *Le Choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme*, Montréal, Lux, 2021.